

ISLAM

TRAITÉ
EUROPEEN

JACQUES
JUILLARD

DROITES

FEMMES

FRONT DE
GAUCHE

ROMS

AFRIQUE
DU SUD

3€

EXEMPLAIRE OFFERT

FRONT DE GAUCHE LA VIE APRÈS LES ÉLECTIONS

TABLE RONDE

AGUITON

BROSSAT

COQUEREL

MARTIN

POINT DE VUE

POUTOU

Les Éditions Regards
5, villa des Pyrénées, 75020 Paris
09-81-02-04-96
redaction@regards.fr

Direction
Clémentine Autain & Roger Martelli

Directeur artistique
Sébastien Bergerat - da@regards.fr

Comité de rédaction
Thomas Bauder, Benoît Borrits, Juliette Cerf,
Emmanuelle Cosse, Sophie Courval,
Rémi Douat, Marc Endeweld, Nicolas Kissis,
Roger Martelli, Martov, Aline Pénitot,
Emmanuel Riondé, Marion Rousset,
Diane Scott, Catherine Tricot, Arnaud Vivant

Secrétariat de rédaction
Sophie Courval

Administration et abonnements
Karine Boulet - abonnement@regards.fr

Comptabilité
comptabilite@regards.fr

Publicité
Comédiance - BP 229, 93523 Saint-Denis Cedex

Scop Les Éditions Regards
Directrice de la publication
et gérante
Clémentine Autain

Photo de couverture:
Thomas Bartherote

Ce premier numéro du
e-mensuel vous est offert.
Conçu par des journalistes,
il est gratuit mais coûteux.
Abonnez-vous.

Abonnez
vous
page 5

SOMMAIRE

p.6 Lu sur regards.fr

p.10 Dossier
TCSG, fracture à gauche

p.16 Sélection essais

p.18 Analyse
Ça turbule à droite

p.25 Médias
France Inter,
écoutez la différence ?

p.26 Table ronde
Front de gauche,
La vie après les élections

p.38 Reportage
Des mineurs Roms entre rue
et refuge

p.42 International
Le Cosatu dans le piège
du pouvoir

L'Islam, la République et nous



L'affaire du foulard avait en son temps cristallisé un malaise, suscitant des clivages violents. Elle a laissé des traces au sein des différentes familles politiques et la gauche radicale ne fut pas épargnée. La construction de mosquées, le commerce du hallal, l'interdiction de la burqa : autant de polémiques qui ravivent la flamme d'un conflit qui touche à l'idée que l'on se fait de la laïcité et de la République mais aussi – surtout ? – à la conception de l'émancipation humaine, au rapport à l'ordre, au rôle de l'État, à l'appréhension des rapports de force internationaux. Un mauvais film américain et la Une de *Charlie Hebdo* ont déchaîné les passions.

Deux camps sont mis en scène et s'affrontent dans une radicalisation stérile et dangereuse : d'un côté, le repli identitaire et le fanatisme islamique ; de l'autre, le républicanisme étroit et une laïcité qui, mal comprise, se révèle porteuse d'exclusion. La raison appelle à sortir de ce face-à-face mortifère. L'enjeu est stratégique. Car ce qui provoque de la crispation, c'est d'abord la discrimination, la stigmatisation et l'imbrication de la dimension identitaire et de la question sociale. On ne peut pas faire comme si le monde arabe n'était pas une dimension du monde des dominés, soumis au déni de reconnaissance et de dignité, déchiré par les intérêts économiques et les stratégies de puissance. Dans une société qui ne permet pas de vivre dignement et qui produit des amalgames – entre Arabes et musulmans, entre musulmans et intégristes –, la religion et le ghetto peuvent apparaître comme des refuges. Or ce n'est pas l'horizon d'une société fondée sur l'égalité et la liberté. Il faut donc casser cette mécanique infernale et enrayer les ressorts de ce malaise contemporain.

Dans ce contexte, le recul du ministre de l'Intérieur sur le récépissé dans le cadre des contrôles d'identité est un mauvais signe. La police et ceux qui se sentent contrôlés par délit de faciès auraient tout à gagner de cet élément rationnel d'évaluation. Quand la gauche gouvernementale tergiverse sur le droit de vote des étrangers, elle ne renvoie pas de message d'ouverture propice à l'apaisement. Autre exemple, avec l'inauguration du département au Louvre sur les « Arts de l'Islam », quand l'État produit lui-même des amalgames entre le monde arabe et les musulmans, il contribue au trouble du regard social. Sortir du régime de l'insulte, de l'ère de la « racaille », n'est pas suffisant. Et toute la gauche est devant ce défi : avoir les idées claires sur ce qui se joue vraiment derrière cette peur de l'Islam. ↪ CLÉMENTINE AUTAIN

REGARDS CHANGE

Nous voulons être davantage utiles au réveil, au renouvellement, au dynamisme de l'espace de la gauche radicale. Vous êtes déjà dix fois plus nombreux à nous lire sur Internet. Nous avons donc décidé de développer cet outil pour travailler, échanger, réfléchir avec vous. Un rédacteur en chef du site, de nouveaux collaborateurs vont renforcer notre équipe pour faire de regards.fr un site d'informations quotidiennes sur « la fabrique de la politique », un site qui échange avec ses lecteurs. Chaque jeudi nous vous ferons des propositions de sujets à réfléchir, de livres, de ciné, de manifs... Chaque mois nous réservons à nos abonnés un e-mensuel avec des articles de fond, des reportages, des prises de positions... Chaque trimestre, vous recevrez votre revue augmentée. Pour la réaliser, nous allons élargir le comité de rédaction à de nouveaux jeunes (et moins jeunes) intellectuels. Nous serons toujours soucieux de la diversité des approches, de la qualité d'écriture, des photos, de la mise en page. Mais nous voulons franchir un nouveau palier dans la formulation des idées.

**REGARDS VOUS DONNE
DE NOUVEAUX RENDEZ-VOUS.**

**TOUS LES JOURS,
SUR REGARDS.FR :**
de l'actualité,
des rencontres,
un agenda

TOUS LES VENDREDIS :
un rendez-vous privilégié
sur regards.fr,
avec une sélection éditoriale
spéciale week-end

TOUS LES MOIS :
un mensuel numérique,
réservé aux abonnés.

CHAQUE TRIMESTRE :
vous retrouverez Regards
dans vos boîtes aux lettres,
dans les kiosques
et les librairies.

CHAQUE JOUR + CHAQUE MOIS + CHAQUE SAISON
REGARDS.FR+EMENSUEL+TRIMESTRIEL
ABONNEZ-VOUS

À retourner à Regards, 5, Villa des Pyrénées, 75020 Paris

PRÉNOM :

NOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL :

VILLE :

TÉLÉPHONE :

EMAIL :

60 € : Les 4 magazines + les 11 e-mensuels
+ l'accès aux espaces réservés aux abonnés sur regards.fr
(archives+dossier...)

Choisissez votre tarif

- 40€ tarif étudiants-chomeurs
- 60€
- Abonnement de soutien

montant à préciser : _____ €

Choisissez votre rythme

- en une fois
- par trimestre
- par mois

AUTORISATION DE PRÉLEVEMENT J'autorise l'établissement teneur de mon compte à prélever sur ce dernier si sa situation le permet, tous les prélèvements ordonnés par le créancier désigné ci-dessous. En cas de litige sur un prélèvement, je pourrai en faire suspendre l'exécution par simple demande à l'établissement teneur de mon compte. Je réglerai le différend avec le créancier.

N° national
d'émetteur
484326

VOS NOM, PRÉNOM ET ADRESSE

Nom et adresse du créancier
LES ÉDITIONS REGARDS
5 Villa des Pyrénées 75020 Paris

COMPTE À DÉBITER

Code d'établissement

Code guichet

Numéro de compte

CLÉ RIB

Nom et adresse de votre banque
ou de votre centre CCP

Date

Signature

JOINDRE UN RIB OU UN RIP

BERNARD ARNAULT (LVMH)

« Un journal est un accessoire de puissance et de standing »



Jean Stern, auteur de *Les Patrons de la presse nationale* (éd. La Fabrique, à paraître le 17 octobre).

Bernard Arnault qui déménage sa résidence fiscale en Belgique en Une de *Libération* sous le titre : « Casse-toi, riche con. » La tempête médiatique déclenchée par cette couverture interroge les relations entre les milliardaires et la presse.

Regards.fr. Que pensez-vous du traitement journalistique de l'*« affaire Arnault »* ?

JEAN STERN. On a énormément parlé de la Une de *Libération*, « Casse-toi, riche con », dont on peut discuter la pertinence journalistique et linguistique. Mais en réalité, il aurait fallu parler ce jour-là de celle des *Echos* ! C'est le seul journal national à n'avoir fait aucun état de la nouvelle situation de Bernard Arnault qui demandait l'exil fiscal en Belgique. Ils en ont parlé en quelques lignes le lundi et le mardi, ils ont fait une brève sans citer *Libé* pour indiquer qu'Arnault portait plainte contre un journal qui l'avait insulté publiquement. Or cet homme, qui est le plus riche de France, et même d'Europe, est également propriétaire des *Echos*. Cette histoire montre bien que le contrôle des journaux par les milliardaires n'est pas une vue de l'esprit.

Le patron de LVMH a récusé vouloir changer de résidence fiscale... [...]

→ [LIRE LA SUITE SUR REGARDS.FR](#)

PORUGAL

Premier recul de l'austérité

Le gouvernement portugais a décidé une augmentation des cotisations sociales salariales simultanée à une baisse des cotisations patronales : un transfert direct de 2 milliards de la poche des salariés à celle des patrons. Organisées à l'aide des réseaux sociaux, des manifestations ont eu lieu dans tout le pays, obligeant le gouvernement à revenir sur cette mesure.

À la suite d'un arrêté de la Cour constitutionnelle interdisant la suppression des 13^e et 14^e mois de salaires des fonctionnaires, le gouvernement de centre-droit de Pedro Passos Coelho a décidé le 7 septembre d'augmenter les cotisations sociales salariales de 11 à 18 % tout en réduisant les cotisations patronales de 23,75 % à 18 % : moins à payer pour les entreprises et des baisses immédiates de salaires pour tous. Du jamais vu, à tel point que cette mesure a valu au Premier ministre le surnom de « Robin des bois des riches ».

Samedi 15 septembre, une manifestation contre l'austérité organisée à l'aide des réseaux sociaux a rassemblé à Lisbonne plusieurs centaines de milliers de personnes de différentes générations. [...]

[**← LIRE LA SUITE SUR REGARDS.FR**](#)

LOUVRE : UN NOUVEAU DÉPARTEMENT

Un Louvre arabe ou islamique ?

Le choix du terme « Islam » dans l'intitulé d'un nouveau département d'exposition permanente au Louvre prête à confusion. Une ambiguïté qui révèle un projet autant artistique que politique.

Débat – en recevant sur France Inter Henri Loyrette, président-directeur du musée du Louvre, à l'occasion de l'ouverture des nouvelles salles des Arts de l'Islam, le journaliste Patrick Cohen a mis les pieds dans le plat. Pourquoi nommer par une référence religieuse la production de civilisations qui englobent des communautés tout aussi bien musulmanes, chrétiennes que juives ? C'est une première au Louvre où la classification des objets conservés relevait jusque-là de critères uniquement d'espace ou de genre : Antiquités égyptiennes, Antiquités grecques, étrusques et romaines, Antiquités orientales, Sculptures, Objets d'art, Peintures, Arts Graphiques. Le choix du nom « Islam » plutôt que l'adjectif « islamique » ne fait que renforcer la connotation religieuse de ce huitième département du premier de nos musées français. [.]

[**← LIRE LA SUITE SUR REGARDS.FR**](#)

Critique architecturale

[**← LIRE LA SUITE SUR REGARDS.FR**](#)

ENTRETIEN AVEC ÉRIC FASSIN

« Regardez, j'ai mon Sarkozy »

Comme Nicolas Sarkozy en son temps, Manuel Valls impose depuis plusieurs mois son actualité de « premier flic de France » à la Une des médias. Pour le sociologue Éric Fassin, il s'agit avant tout d'une stratégie gouvernementale. Entretien.

Regards.fr. À l'instar de Nicolas Sarkozy, le nouveau ministre de l'Intérieur Manuel Valls est omniprésent dans la presse. Comment expliquez-vous cette capacité à monopoliser l'agenda médiatique ?

ÉRIC FASSIN. À mon sens, on aurait tort d'expliquer le phénomène Valls par la personne de Valls. C'est tomber dans un piège politique. En effet, la place qu'occupe le ministre de l'Intérieur lui est donnée, déléguée davantage que concédée. Non seulement parce qu'il est nommé par le premier ministre et le président de la République, bien sûr, mais aussi parce qu'il ne pourrait pas occuper cet espace sans leur aval. Qui peut croire sérieusement que le ministre de l'Intérieur irait contre les décisions de Jean-Marc Ayrault ou les engagements de François Hollande, qu'il s'agisse de l'abandon des récépissés lors des contrôles policiers, ou du refus d'ouvrir, pour les élections locales, le droit de vote aux étrangers non-communautaires, s'il n'était pas mandaté pour le faire ? La preuve : il n'est pas rappelé à l'ordre ! [...]

→ [LIRE LA SUITE SUR REGARDS.FR](#)





ROGER, ne votera pas aux prochaines élections **YINGXIAO**, ne votera pas aux prochaines élections

ENTRETIEN AVEC MICHEL FÉHER (CETTE FRANCE-LÀ)

« Les socialistes sont persuadés du conservatisme populaire »

La question du droit de vote des étrangers non communautaires aux élections locales divise le Parti socialiste. Pourquoi cette promesse de campagne suscite-t-elle de telles craintes ? Entretien avec Michel Feher, philosophe, président de l'association Cette France-Là.

Que craindre d'une réforme visant à ouvrir le droit de vote aux étrangers lors d'élections locales ?

MICHEL FÉHER. D'emblée, deux grandes questions se posaient à propos de l'action de François Hollande et de son gouvernement. La première concernait le cœur économique et social de leur politique : comment allaient-ils arbitrer entre les propos de campagne du chef de l'État sur la nécessité de secouer le joug de la finance et de pousser l'Europe à se préoccuper davantage de reprise de l'activité que d'austérité budgétaire et son souci, une fois l'élection gagnée, de faire apparaître la France comme un interlocuteur raisonnable des marchés financiers et de la chancelière allemande ? La seconde question portait sur les autres grands thèmes où la différence entre la gauche et la droite est censée s'exprimer, notamment le rapport des gouvernants aux étrangers et aux frontières : les nouveaux [...]

→ [LIRE LA SUITE SUR REGARDS.FR](#)

SATION SOBÉIR

I WILL WIN
IT AGAINST



L'HUMANITÉ
EST ABORDÉE



IMPORTE QUOI

MARCHE PASCAL COLIBRI / photo: colibri studio photo: colibri studio

I WILL WIN
IT AGAINST

PLACE AUX
RÊVES

NOUS
MISONS

PLACE AU
RÊVES

Légen

TCSG, FRACTURE À GAUCHE

Plus divisée que jamais, la gauche s'échange manifestants et arguments en faveur ou contre le TCSG. Petit tour d'horizon des points de vue au moment où les parlementaires votent.

Le 9 août dernier, le Conseil constitutionnel a tranché. Le Traité sur la stabilité, la consolidation et la gouvernance (TSCG) peut être adopté, avec sa « règle d'or », sans qu'il soit nécessaire de modifier la Constitution. Nul besoin donc de convoquer les Assemblées en Parlement ou de recourir à un référendum. Une loi organique votée à la majorité simple peut suffire à ratifier le texte. La décision – très politique – des juges constitutionnels tire ainsi une épine des pieds du gouvernement sans régler le problème sur le fond.

La gauche, en effet, est plus divisée que jamais. Sans doute plus profondément encore que lors du débat sur le projet de Traité constitutionnel européen (TCE) de 2004-2005. Les socialistes acceptent majoritairement la ligne d'approbation défendue par les chefs de l'exécutif, mais leur gauche renâcle et on laisse entendre que les abstentionnistes pourraient atteindre un nombre significatif, malgré les rappels à l'ordre. Les écologistes,

cette fois, penchent du côté du non : à une large majorité, le Conseil fédéral d'EELV a suivi les critiques du traité portées par ses leaders parlementaires, Jean-Vincent Placé et François de Rugy. L'économiste Alain Lipietz, qui s'était vivement engagé en faveur du TCE, a publié avec Noël Mamère une tribune assassine contre le nouveau texte européen (*Le Monde*, 19 septembre).

Il est vrai que, moins encore que le document de 2004, le texte du « pacte budgétaire » n'enthousiasme guère ceux-là mêmes qui annoncent leur soutien. Du côté de la gauche, trois grands argumentaires servent ainsi à étayer le choix d'une acceptation. La position gouvernementale, relayée par la direction socialiste, est la plus cohérente : la dette étant en elle-même une calamité économique, sa résorption au plus vite est un objectif stratégique, la « règle d'or » n'étant qu'un inciteur supplémentaire, la condition *sine qua non* pour rétablir le fonctionnement équilibré de la zone euro. De ce côté-là, donc, pas d'état d'âme : le TSCG, explique-t-on au sommet de l'État, est d'autant plus acceptable que François Hollande a obtenu une inflexion notable, avec un « pacte de croissance » additionnel, censé corriger l'effet récessif prévisible d'une ➔

logique déflationniste d'austérité. Le champ de contraintes économiques énoncé par la « troïka » (la BCE, le FMI, la Commission) est incontournable: il n'y a pas de relance future envisageable sans conforter au préalable la confiance des milieux financiers, et sans donner ainsi, à l'orthodoxie libérale de l'équilibre budgétaire, la sanction la plus solennelle possible de la loi à l'intérieur de chaque pays.

DÉBAT CHEZ LES VERTS

Yves Bertoncini, qui dirige aujourd'hui Notre Europe, le think tank créé naguère par Jacques Delors, développe une argumentation voisine, à visée rassurante (*Politis*, 20 septembre). Si l'équilibre de l'austérité et de la croissance est pour le moins bancal, affirme-t-il, le traité n'est rien d'autre qu'un « aménagement technique » des dispositifs existants. En bref, rien de neuf sous le soleil; pas de quoi fouetter un chat... Au final, la France aura selon lui les mêmes marges de manœuvre que par le passé, le nouveau traité n'étant pas plus contraignant que les précédents. La troisième ligne d'argumentation est celle de Daniel Cohn-Bendit: il faut approuver le traité, non pas pour sa valeur intrinsèque, mais parce qu' « *on va ensuite pouvoir faire de la politique* » (*Libération*, 11 septembre). On montre à nos partenaires européens que la France est soucieuse de rigueur budgétaire et, à partir de là, on se bat pour un budget européen conforté, la mise en place d'un fonds d'amortissement social et

Pour Cohn-Bendit, il faut approuver le traité, non pas pour sa valeur intrinsèque, mais parce qu' « *on va ensuite pouvoir faire de la politique* ».

l'utilisation des sommes dégagées par le « volet croissance » pour peser en faveur de la « transition écologique ». Le député européen n'en démord pas: il n'y a pas de perspective solide dans une attitude d'opposition frontale; pas d'autre choix que d'accompagner le dispositif existant, pour tenter de l'infléchir. Ce qui vaut pour la France (la participation au gouvernement socialiste) vaut pour l'Europe: on agit à l'intérieur d'un système, pas en le refusant en bloc.

Cette fois, « Dany » n'aura pas convaincu la mouvance écologiste. Le 23 septembre, le « parlement » des écologistes a décidé de repousser un traité « *qui imposerait aux États membres de l'euro une rigueur drastique sans vision d'avenir* ». Loin de permettre des avancées ultérieures, le traité « inadapté » sera, disent les écologistes français, « *un facteur potentiel d'aggravation des troubles* ». De fait, l'argumentaire des partisans du traité semble laisser de marbre l'essentiel de



À la manif. Paris 30 septembre 2012

ses adversaires, les écologistes comme les formations constituant le Front de gauche. De ce côté-là, le parti pris du refus est ancré depuis la publication des premières ébauches du traité. Sans doute celui-ci ne fait-il que reprendre des principes directeurs et des dispositions déjà en vigueur depuis le « Pacte de stabilité » de 1997. Mais il les met en cohérence, dans un dispositif global qui les incruste un peu plus dans le paysage économique, social et juridique du continent européen.

LA DOXA LIBÉRALE EN PIVOT

Le TSCG, en fixant les limites présumées acceptables du déficit budgétaire,

propose désormais de les placer au niveau supérieur de la hiérarchie des normes. Et pour enfoncer le clou, il demande de les instituer au rang de normes constitutionnelles ou quasi-constitutionnelles. De même que le projet de TCE donnait à la concurrence la valeur d'un principe constitutionnel, le nouveau traité fait, d'un pivot de la doxa libérale, une valeur dont l'importance est tenue pour comparable à l'énoncé universel des droits. Par ailleurs, quoi qu'en disent les partisans du traité, la contrainte est plus forte que par le passé : pour écarter une sanction, tout État contrevenant doit réunir une majorité des deux tiers au Conseil qui est habilité à décider dans un sens ➔

ou dans l'autre. Enfin, le traité ajoute à la sanction directe le chantage sur l'usage des fonds européens: le « Mécanisme européen de solidarité » ne pourra être sollicité que si le demandeur s'engage à appliquer scrupuleusement la cure d'austérité à laquelle toute procédure d'aide est subordonnée. Le « consensus de Washington » à la sauce européenne, à un moment où ledit consensus est de plus en plus critiqué à l'échelle planétaire! Pour le Front de gauche, le nouveau traité est cohérent avec la logique, acceptée à la fois par la droite et les socialistes européens, qui prévaut à Strasbourg et à Bruxelles depuis quelques décennies: priorité à la stabilité monétaire et budgétaire, consolidation des mécanismes financiers privés et mobilisation des « compétences » dans une logique de « bonne gouvernance ». Dans ce dispositif, l'austérité salariale pour réduire les « coûts » du travail et le resserrement des procédures de décision communautaire sont des clés stratégiques. Face à cette situation, le Front de gauche considère pour l'instant que le cadre de l'Union européenne et de la zone euro reste le plus pertinent pour penser des voies de développement alternatives. Confortée par ses résultats présidentiels, l'alliance à la gauche du PS veut donc opposer à la double logique dominante, le couple de la mobilisation sociale et de la demande d'un référendum sur le nouveau traité européen. Incontestablement, la récente prise de position des écologistes apporte de l'eau

Le « Mécanisme européen de solidarité » c'est le « consensus de Washington » à la sauce européenne, à un moment où ledit consensus est de plus en plus critiqué à l'échelle planétaire!

à son moulin. Sans doute le camp du non n'échappe-t-il pas aux nuances voire aux contradictions: le non des écologistes par exemple, s'appuie sur un fédéralisme revendiqué qui n'est pas la tasse de thé de toutes les composantes du Front de gauche.

Mais, tout compte fait, le cadre européen se prête à cette complexité: les non ne sont pas plus divers que les oui, tant par leurs soubassements éthiques et intellectuels que par leur dispositif programmatique. Or quand la situation est complexe, quel meilleur débouché que d'en débattre publiquement les tenants et les aboutissants ? Place au peuple est la formule chère au Front de gauche. Au final, ce pourrait être à la fois un bon principe démocratique et un instrument efficace pour décider, davantage que toutes les « gouvernances » du monde...

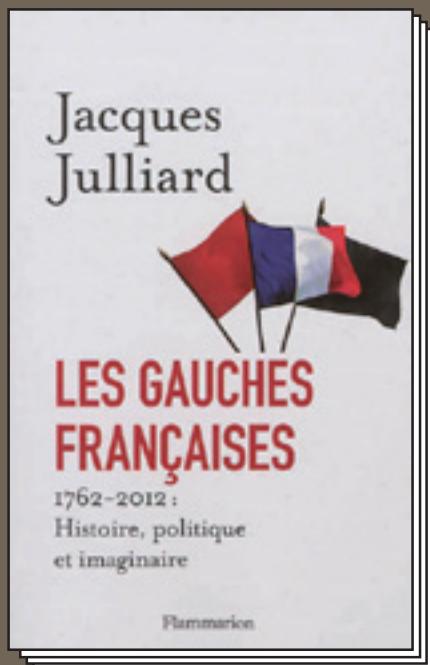
← ROGER MARTELLI

Curieuse Europe...

Face à une social-démocratie engluée dans la crise, la gauche radicale semble fringante, ici ou là. Dans les sondages, Mélenchon dépasse les 15 %, Syriza est donnée comme un vainqueur possible en Grèce et on annonce que le socialisme de gauche néerlandais va faire un tabac. Et pourtant, à l'arrivée, les résultats ne sont pas tout à fait au rendez-vous. Tout se passe comme si, au final, ceux des électeurs qui s'engagent se résignaient à quelque chose comme un moindre mal.

Voilà qui fait réfléchir. L'Europe est en panne.

Gauches et droites au pouvoir ont suivi grossso modo le même chemin, pour déboucher sur la même impasse. L'idée grandit donc, à gauche, qu'il faut faire autre chose. Et ceux qui sont gagnés à cette idée ressentent, d'une façon ou d'une autre, le besoin de le faire savoir. Mais une chose est de vouloir changer, autre chose est de savoir comment faire. Tout est dans cet écart, le possible comme l'impossible. La gauche de gauche en France, exprime l'exigence d'une consultation populaire à propos du nouveau traité européen. C'est son devoir : l'idée est moralement juste et elle est la seule efficace, quand l'air ambiant est à la morosité et au doute populaire. En appelant à un référendum, cette gauche joue son rôle et elle peut en tirer les bénéfices. Mais elle ne pourra le faire vraiment que si elle apparaît davantage comme une force d'alternative que comme une force de rappel. L'autre Europe est raisonnable, mais encore bien floue dans les représentations. C'est à cette clarification qu'il convient désormais de s'atteler. ↪ R.M.



DE ROUSSEAU À NOS JOURS

Jacques Julliard est un historien fécond. Il est « né » avec la « seconde gauche » des années 1960, il a prôné la « République du centre » au milieu des années 1980. Il fait aujourd’hui le constat que la social-démocratie est arrivée au bout de ce qu’il appelle sa deuxième phase, celle qui commence avec la Libération et l’essor de l’État-providence. Prenant acte des impasses du social-libéralisme à la Tony Blair, Julliard plaide pour que l’avènement de François Hollande marque l’émergence d’une « social-démocratie de troisième génération ». Cette conviction s’appuie

sur un parcours historien ambitieux, de Rousseau à nos jours. Reprenant et amplifiant des travaux antérieurs, l’ancien observateur érudit du syndicalisme révolutionnaire nous offre l’image d’une gauche structurée en quatre grandes familles, libérale, jacobine, collectiviste et libertaire.

Le propos, solidement étayé, est toujours intéressant. Ce n’est pas le sous-estimer que de dire que ces hypothèses ne sont pas nécessairement convaincantes et que l’imaginaire de la gauche qu’il reconstitue pour nous peut sembler quelque peu... imaginaire. La « gauche libérale » – celle de Sieyès et de Constant – n’a existé, à la limite, que tant que le conflit majeur opposait l’Ancien régime et la société nouvelle ; une fois dépassé le conflit, cette gauche – qui réduit le champ de l’égalité à l’égalité en droit – n’a donc pas d’héritiers. La « gauche jacobine », que Rocard et la CFDT aimaient pourfendre naguère, entretient la vieille confusion entre le jacobinisme (la centralisation révolutionnaire) et le bonapartisme (la centralisation administrative d’État, de souche monarchiste). Or la différence radicale entre les deux modes de centralisation installe une délimitation nette entre la gauche et la droite (de ce fait, contrairement à ce que dit Julliard, il n’y a pas plus de droite « jacobine » que de gauche « libérale »). La notion de « gauche collectiviste » tend à confondre l’attrait du commun – et du « communisme » – et la propension étatiste, qui n’en est pas le débouché nécessaire. Enfin la « gauche

libertaire » ignore la tension fondamentale entre ce que l'on pourrait appeler un « social-libertarisme » ancré à gauche et un « libéral-libéralisme » aux limites de la gauche et de la droite.

Au final, la typologie de Julliard nous offre une image qui relève plus d'une taxinomie un peu datée et figée, que d'une dynamique toujours à l'œuvre. S'il est une logique historique de distribution des comportements et des cultures, on peut préférer la trouver dans une double polarité, qui se superpose à celle de la gauche et de la droite. La principale, à la fois permanente et mouvante, distingue la tendance à l'intégration dans les logiques dominantes, pour obtenir des marges d'égalisation, et le désir de rupture pour contredire radicalement les dynamiques structurelles d'inégalité. C'est, sous des formes toujours changeantes, le vieux dilemme de la réforme et de la révolution. L'autre pôle, qui se surajoute au premier, sépare la recherche de l'auto-organisation et la tentation du recours à l'État, on aurait dit naguère de l'étatisme et de l'autogestion. Adaptation ou subversion d'un côté ; autonomie ou hétéronomie de l'autre... Cette double polarité me paraît plus mobile et plus pertinente pour penser en longue durée le champ de la gauche. En longue durée et donc aujourd'hui encore.

Disons franchement que le profil, à peine suggéré – l'ouvrage s'attache à la rétrospective davantage qu'à la prospective –, d'une social-démocratie de troisième génération laisse quelque peu perplexe, dans un espace mondialisé et soumis à une crise systémique inédite. Il n'en reste pas moins que Julliard a le mérite de suggérer à toute la gauche, et pas seulement à la social-démocratie, que le temps est venu du renouvellement et de nouvelles synthèses : sur l'égalité (son ami Rosanvallon nous y pousse aussi instamment), sur la liberté et sur la dialectique, éternelle mais radicalement subvertie désormais, du collectif et de l'individu. Un défi à relever...

◀ ROGER MARTELLI

Jacques Julliard, *Les gauches françaises. 1762-2012 : Histoire, politique et imaginaire*, Flammarion, 2012, 942 p., 25 €



Cliquez sur les couvertures pour lire les critiques sur regards.fr



Ça turbule à droite

Après sa défaite, la droite est en chantier. Fillon-Copé se disputent âprement la tête de l'UMP; Borloo veut organiser le centre; Marine Le Pen assure disposer d'une machine de guerre. Jusqu'où ira cette recomposition ?

Cette fois, le projet initial de Chirac-Juppé est terminé. L'UMP, maison unique de la droite a cessé d'être. On se souvient que l'idée est née et fut mise en œuvre avec célérité au lendemain de l'élection présidentielle de 2002, qui avait vu l'accès de Le Pen au second tour du scrutin. En moins de trois mois, Chirac imposait à tous les ténors de s'unir dans une seule et même famille, pilotée par son président Juppé. Les « centristes » obtenaient en compensation de leur ralliement le poste de premier ministre (Jean-Pierre Raffarin) et la fin de la guerre sans merci qui déchirait la droite entre Balladuriens (alliés aux « centristes ») et Chiraquiens. D'éminents représentants du balladurisme entraient au gouvernement, Sarkozy, Fillon et Borloo. Le curseur politique était dominé par un équilibre « rad-soc » : pas de compromis avec le FN ; une politique libérale sur le plan économique⁽¹⁾ et de réparation

sociale des banlieues avec le lancement de l'ANRU ; une politique internationale toujours « indépendante » et plutôt favorable au monde arabe.

Mais la trêve n'était déjà qu'apparente. Sarkozy qualifie plus tard cette politique de la prudence et du compromis de politique de « roi fainéant ». Depuis dix ans, son credo est différent : affirmer la droite. Il est l'inventeur du slogan désormais célèbre : « la droite décomplexée ». Et il parvient, au terme d'un profond travail de reconstruction idéologique, à réunir toutes les familles de la droite, qui jusque-là ne faisaient que cohabiter dans la maison UMP. Son leadership politique et idéologique s'impose. Il repose sur un bricolage dépassant le seul crédo libéral, qui ne fait pas recette en France. Sa proposition réunit volontarisme politique, foi libérale et autoritarisme en matière →

(1) marquée par l'impopulaire réforme des régimes spéciaux des retraites conduite par Fillon en 2003.

Trois ou quatre choses que l'on sait d'elle (la droite)

Publié initialement en 1954 et réactualisé jusqu'en 2005, le livre de René Rémond, *Les Droites en France*, est en grand classique de l'analyse politique. Dès le milieu des années 1950, contre l'expérience politique d'alors qui voyait des coalitions larges au pouvoir, il affirme que la dualité droite/gauche structure la vie politique nationale. C'est surtout grâce à la typologie des droites qu'il propose que son livre fera date. Il avance la thèse qu'il n'y aurait pas une seule droite, mais trois, issues des conflits de la Révolution française : la droite légitimiste (droite contre-révolutionnaire), orléaniste (droite libérale) et bonapartiste (droite césarienne). René Rémond suit le fil de ces trois grandes familles de droite tout au long des deux siècles qui suivent la Révolution. Il met en évidence une continuité politique et idéologique entre le régime de Vichy et la tradition contre-révolutionnaire ; il rattache Pinay ou Giscard à la filiation orléaniste et inscrit le gaullisme dans le bonapartisme. À la fin de sa vie, René Rémond introduit une quatrième famille, distincte de la droite contre révolutionnaire (légitimiste), celle dont le FN est l'héritière : une droite nationaliste, antisémite et xénophobe.

sociétale. Seul le pauvre Madelin ne s'y reconnaît pas. Out.

Les analystes politiques qui avaient l'habitude, depuis René Rémond⁽²⁾, de classer la droite en trois familles – dont deux pour la droite parlementaire les « Orléanistes » et les « Bonapartistes » – croyaient leur outil conceptuel cassé (lire encadré p. 20). Un nouvel équilibre était né, il proposait une autre synthèse, une refonte. Les familles qui s'incarnaient en formations distinctes, UDF et RPR, sont désormais dépassées. La nouvelle proposition avait belle allure : Sarkozy gagnait haut la main la consultation de 2007 au bénéfice d'une mobilisation enthousiaste de son camp. Mieux, il enfonçait Le Pen. Les deux premières années d'exercice du pouvoir révèlent l'ampleur de l'aggior-namento qui permet, dans la foulée des évolutions de la droite américaine, de parler d'une droite « libérale-autoritaire ». L'ampleur de la crise financière grippe la mécanique réformatrice. Faute de pouvoir poursuivre l'élan initial, Sarkozy se rabat sur un discours identitaire pour galvaniser son camp. L'été 2010 sonne le début de la campagne des présidentielles avec le discours de Grenoble violem-ment anti-roms. À l'époque, à droite, les critiques sont très discrètes. Sarkozy et le nouveau secrétaire général de l'UMP, Jean-François Copé, pensent pouvoir passer une vitesse supérieure : vote de la pénible loi sur la Burqa et lancement en grande pompe du débat sur l'identité nationale. Pour aborder l'échéance pré-sidentielle Sarkozy resserre les rangs :

La stratégie de « droitisation toute » du discours aura-t-elle fait perdre Sarkozy en 2012 ou au contraire lui aura-t-elle permis d'éviter une défaite humiliante ?

quasiment tous les ministres qui ne sont pas du canal historique (RPR) sont virés. Borloo s'éloigne. Juppé intègre le gouvernement mais garde des réserves sur les inflexions populistes.

JEUX DE RÔLES

Cette stratégie de « droitisation toute » du discours aura-t-elle fait perdre Sarkozy en 2012 ou au contraire lui aura-t-elle permis d'éviter une défaite humiliante ? Le bilan de cette campagne est ambivalent : la droitisation n'a pas profité à Bayrou mais elle n'a pas stoppé le FN et Marine Le Pen a engrangé à un niveau élevé. Bien que complexe, le débat est larvé au sein de la droite. L'heure n'est pas encore venue de l'inventaire.

Mais l'heure du mouvement a sonné. La séparation de corps devient effective ➤

(2) *Les droites en France*, de René Rémond, (éd. Aubier). Première édition en 1954, réactualisée jusqu'en 2005.

depuis que Jean-Louis Borloo a pris l'initiative de reconstituer l'ex-UDF en rassemblant sous un nom aussi creux que significatif (UDI, Union des démocrates indépendants) presque tous ceux qui ne viennent pas du RPR... Est-ce à dire que cette initiative conteste les évolutions du camp Copé-Fillon ? Pas sûr. Outre l'absence de critique, on remarque que Borloo ferme la porte à Bayrou en affirmant son ancrage à droite et son partenariat avec l'UMP. Il se peut que cette séparation arrange tout le monde : la dérive de l'UMP peut se poursuivre à moindre coût politique, puisque l'alliance avec les « centristes » est réaffirmée, tandis que ceux-ci peuvent préserver leur virginité politique... La limite de ce jeu de rôle est celle de la non-alliance avec le FN. Mais sur ce point, il y a consensus. Quant au libéralisme économique, malgré les difficultés politiques qu'il continue de rencontrer en France, il est leur fonds commun à tous.

CONCURRENCE FN/UMP

La bataille qui fait rage entre Copé et Fillon pour la présidence du parti et la place de leader dans la perspective de 2017, polarise les regards... Mais elle est déformante. La rudesse des propos ne doit pas masquer le peu de différence qui existe entre eux. Ils surjouent l'un et l'autre le positionnement à droite pour charmer les militants traditionnellement très ancrés à droite. La campagne de Sarkozy n'a fait que renforcer ce phénomène. Déjà en 1999, Michèle Alliot Marie

Les deux premières années d'exercice du pouvoir révèlent l'ampleur de l'aggiornamento qui permet de parler d'une droite « libérale-autoritaire ».

avait gagné sur une image plus droitière que son concurrent Jean-Paul Delevoye, pourtant soutenu par Chirac. Aujourd'hui, les deux candidats sont dans une course à la droitisation de leur image et de leur discours. « *Ma jambe droite n'a jamais été aussi forte* », lance François Fillon plâtré, pour contrer un Copé qui avance comme argument définitif, « *je suis plus à droite que Fillon* ». D'accord sur le projet économique, les deux prétendants se lancent dans une course à l'échalote dans l'abjection à l'égard des sans papiers : l'un promet de retirer la CMU aux sans papiers, l'autre entend imposer l'intégration et annonce la fin de la gratuité des soins pour les détenteurs de la CMU... Synthèse : le secrétaire général sort début octobre un livre au titre éloquent *La droite décomplexée*. Il serait définitivement temps de tourner la page avec ce complexe de droite issu de la compromission de la droite avec Vichy et la collaboration. Rien n'est anodin ➤

Droite/Fn: un saut qualitatif

La question du rapport au FN n'est pas née en 2012, ni même en 2002. Quelques florilèges pour mémoire:

→ « *Le type de problèmes auquel nous allons être confrontés n'est plus l'immigration, mais l'invasion.* »

Valéry Giscard d'Estaing, *Le Figaro Magazine*, 1991.

→ « *Sur l'immigration, le seuil de tolérance [était] depuis longtemps franchi* », Jacques Chirac, Programme législatif de 1993.

→ « *L'islam n'apparaît pas conforme à nos fondements sociaux et semble incompatible avec le droit français* », Les états généraux de l'opposition, RPR-UDF, 1990.

→ « *L'opposition entre une droite chiraquienne hermétique aux thèses du FN et une droite sarkozyste perméable à celles-ci apparaît trop schématique* », Florence Haegel⁽¹⁾, spécialiste de la droite française, 2011.

Pourtant, on peut dire qu'il n'y a pas simple continuité. L'ampleur du glissement est inédite. Au début de l'été, NKM accusait notamment Patrick Buisson, conseiller de Nicolas Sarkozy d'être « *sur un objectif qui était plus idéologique que politique* », et d'avoir voulu « *faire gagner Charles Maurras* ».

Jamais on était allé aussi loin dans cette logique. Comme quand Sarkozy ne voit pas la raison d'être contre la préférence nationale. Les idées de Maurras et de Barrès, remises au goût du jour par Patrick Buisson, rapprochent la campagne de Sarkozy d'un néo-légitimisme (d'un vichisme) bien éloigné des conceptions gaullistes et démocrates-chrétiennes jadis majoritaires à droite.

(1) *La Revue socialiste*, « Radicaliser la droite modérée pour affaiblir la droite radicale ».

Balladur, vraiment très dur

La droite fait désormais sienne la théorie du choc des civilisations. Elle ne court pas seulement derrière le Front national. Elle est persuadée que l'islam menace l'identité française et européenne. Dans son dernier livre⁽¹⁾, Édouard Balladur qui se décrit comme « un libéral modéré » écrit ceci : « *Des populations de religions très différentes peuvent-elles coexister pacifiquement sur le même sol ? La question est posée par l'installation d'un nombre croissant de musulmans en Europe où le christianisme fut longtemps la religion dominante qui a inspiré les mœurs et les esprits. Nous n'avons ni intérêt à fuir le débat ni encore moins le droit.* »

(1) *La liberté a-t-elle un avenir*, Édouard Balladur, septembre 2012, éd. Fayard, 11,90 €

quand, en arrière plan, se joue la question du FN. Car c'est bien ce qui hante les débats à droite. Comment se défaire du FN ? La question a pris une nouvelle acuité avec le succès de Marine Le Pen, dont on peut prédire qu'elle demeurera active encore quelques décennies...

Pour le moment, la seule réponse qui a droit de cité est celle du braconnage sur les terres FN. NKM, auteure d'un argumentaire anti-FN, avait déjà avalé son parapluie pendant la campagne des présidentielles. Aujourd'hui, elle pense revenir dans le jeu en se félicitant que les deux candidats reprennent ses idées. Misère. Tout déplorables que soient ces discours droitiers, ils ne signifient pas pour autant que l'alliance UMP-FN se prépare. La mue italienne, qui a vu s'allier un parti d'extrême droite banalisé avec des partis populistes, n'est pas d'actualité.

Les classes dirigeantes françaises n'ont pas rallié le discours anti-européen, anti-libéral et étatiste, antihumaniste du FN. Et le FN n'a aucunement l'intention de jouer les supplétifs. Il se voit dans une seule position : la première. Il veut croire à son avantage stratégique, celui d'anticiper une aggravation brutale de la crise sociale et politique, notamment dans ses dimensions européennes.

Tant que le centre n'aura pas retrouvé de la substance, la recomposition de l'opposition va se jouer dans la concurrence pour l'hégémonie entre l'UMP et Front national. L'UMP opte pour la concurrence directe avec le Front national, sur une ligne de droitisation. Quelles qu'en soient les subtilités, c'est le point d'équilibre actuel entre les dirigeants de l'UMP.

← CATHERINE TRICOT

France Inter, écoutez la différence ?

Dans sa nouvelle grille de rentrée, France Inter nous propose le vendredi matin, de 9 heures à 10 heures, « Les femmes, toute une histoire », « une émission consacrée aux femmes et à leur histoire, en France et dans le monde ».

Parler des femmes, de leurs luttes, de leurs droits en faisant « des allers-retours constants entre hier et aujourd'hui », c'est l'ambition affichée de l'émission hebdomadaire « Les femmes, toute une histoire » présentée par Stéphanie Duncan sur France Inter. Créé en 2011, mais initialement diffusé le dimanche après-midi, ce programme alléchant n'atteint que partiellement son objectif. Certes, on y aborde l'Histoire des femmes et des histoires de femmes, et il n'est jamais inutile de rappeler aux auditeurs les inégalités qui subsistent encore aujourd'hui entre les hommes et les femmes dans des domaines aussi variés que ceux du travail, du sport, ou de l'éducation. Jamais inutile non plus de revenir sur l'implication des femmes dans les révoltes ou sur les récits de vie d'Olympe de Gouges ou de Virginia Woolf.

Cependant, on aurait apprécié une émission qui rende davantage compte de la pluralité des féminismes. On pourra nous objecter qu'Élisabeth Badinter (première

invitée de Stéphanie Duncan) n'est pas la meilleure amie de Geneviève Fraisse, pour justifier de la diversité des points de vue, il n'en demeure pas moins qu'au fil des émissions se dessine les contours d'un féminisme plutôt en vogue, dans les médias comme dans la plupart des partis politiques. Le féminisme de celles qui louent le courage des femmes qui luttent pour leurs droits en Tunisie, mais qui jamais ne relaient les revendications des mères voilées exclues des écoles françaises. De celles qui s'enorgueillissent de l'audace de leurs aînées, ces conquérantes du droit à l'avortement ou à la pilule, sans faire plus de place aux initiatives militantes de collectifs actuels plus confidentiels, préférant inscrire leur combat dans la voie institutionnelle. De celles qui dénoncent la pauvreté des femmes, leur précarisation, sans pour autant s'interroger sur les processus économiques responsables de cette situation. Car les écarts de salaire entre hommes-femmes n'expliquent pas tout.

Bref, ça ronronne et on aurait préféré que ça grince. Et la présence de la chroniqueuse Valérie Toranian, directrice de rédaction du magazine Elle, journal emblématique de ce féminisme à la mode, enfonce le clou qui rive ce programme au tableau des émissions médiocres.

◀ SOPHIE COURVAL

LA VIE APRÈS LES ÉLECTIONS

Iann Brossat

Conseiller PCF de Paris

Myriam Martin

ex-porte-parole du NPA,
aujourd'hui animatrice de
Gauche anticapitaliste (GA)



Lundi 9 heures, petit-déjeuner de la gauche radicale dans le bureau de Iann Brossat, conseiller de Paris, en compagnie de Myriam Martin, Éric Coquerel et rejoint après les croissants par Christophe Aguiton.
Au menu : l'avenir du Front de gauche, ses débats stratégiques, ses formes d'organisation.

Christophe Aguiton

Militant associatif
et globe-trotter

Éric Coquerel

Secrétaire national
du Parti de gauche



Quelques mois après l'élection d'un président socialiste, Le Front de gauche organise une manifestation politique contre le TSCG et l'austérité... Vous cherchez la tension politique ?

ÉRIC COQUEREL. Pour la première fois, la France est dirigée par un gouvernement qui applique sans complexe une politique sociale libérale. En 1997, cohabitaient les 35 heures et les privatisations, le refus de l'AMI et la signature du traité d'Amsterdam. On sentait alors plusieurs choix possibles et on imaginait pouvoir peser positivement sur les décisions gouvernementales. En 1997, j'étais encore un militant de la LCR et je me souviens qu'au tout début nous nous interrogions sur la pertinence d'un soutien critique au gouvernement de gauche plurielle. Nous n'en sommes plus là ! Le gouvernement Hollande valide le traité négocié par Sarkozy, prévoit un budget d'austérité sans précédent pour 2013, reprend l'idée que le problème est le coût du travail... Cela nous place dans une situation inédite. Ayant largement contribué à la victoire contre Nicolas Sarkozy, nous nous considérons comme des ayants droit. Mais il est clair qu'au fil des jours, les évolutions ne laissent guère place aux illusions : Hollande n'en est plus à refuser le plan PSA mais à promettre de réussir les reclassements. Même la perspective d'obtenir une loi interdisant les licenciements boursiers, que les socialistes avaient pourtant votée au Sénat sous Sarkozy, s'éloigne. Nous pensons que

Nous pensons que cette politique court à l'échec et le Front de gauche ne peut courir le risque d'être assimilé à cet échec. Il doit assumer d'être un recours.

ÉRIC COQUEREL

cette politique court à l'échec et le Front de gauche ne peut courir le risque d'être assimilé à cet échec s'il veut construire une alternative de gauche à cette politique. Il doit assumer d'être un recours. La crise va inévitablement s'aggraver, des précipitations dans le calendrier politique et social ne sont pas exclues, je ne suis pas sûr que nous ayons 5 ans devant nous pour rendre cela crédible. En tout cas, nous devons dès maintenant travailler à modifier le rapport de force au sein de la gauche.

JANN BROSSAT. Mon analyse de la politique du gouvernement actuel n'est pas fondamentalement différente de celle que vient de développer Éric. François Hollande avait dit qu'il promettait peu pour tenir tout. Jusqu'à présent, il a peu promis et peu tenu. Il renonce aux avancées économiques et sociales sous

prétexte qu'il y a la crise. Et il renonce aux mesures sociétales sous la pression des conservatismes et des lobbies. Je pense au récépissé de contrôle d'identité ou au droit de vote pour les résidents non-communautaires. Comment faire ? Allons-nous, pendant 5 ans, dresser la liste des renoncements ? L'exercice risque d'être fastidieux. Ou allons-nous, au contraire, nous battre pour faire bouger les lignes ? Les suites du 30 septembre seront déterminantes. Il faut que se lève un front anti-austérité. Et je crois que sur cette base du refus de l'austérité, nous pouvons rassembler très largement, au-delà même des limites actuelles du Front de gauche.

MYRIAM MARTIN. Nous sommes engagés dans une course de vitesse avec la droite dure et l'extrême droite. Il existe en France un risque de recomposition entre les deux. Être un recours, cela suppose de porter un projet alternatif. Pour ce faire, il faut que le Front de gauche évolue et qu'il devienne davantage qu'un cartel électoral. Certes, il est déjà plus que cela, mais il n'est pas encore un mouvement politique. C'est le sens politique des débats actuels sur la structuration et les transformations du Front de gauche. Il faut que les gens puissent décider entre deux programmes et montrer leur incompatibilité. En ce sens, même si je ne reprends pas l'appréciation d'Éric Coquerel sur les possibilités de 1997, je constate, comme lui, les reculs. On avait l'habitude, par exemple, de retrouver les

militants socialistes dans les combats en faveur des droits et des libertés. Ce n'est plus le cas. Le PS a fait sa mue sociale-libérale, plus vraiment sociale mais très libérale...

JANN BROSSAT. Je ne suis pas convaincu que la notion de recours soit la plus adaptée à la situation que nous vivons actuellement. Elle pourrait donner l'impression que nous attendons la chute du gouvernement pour ramasser la mise. D'ailleurs, au Front de gauche, personne ne se place dans une telle perspective. Les résistances doivent se lever tout de suite.

On imagine que vous débattez entre vous de l'action gouvernementale, du rapport au Parti socialiste, des perspectives politiques. Qui participent à ces débats ? Comment sont-ils arbitrés ?

ÉRIC COQUEREL. Au sein du Front de gauche, il y a toujours eu des débats stratégiques. Normal : nous avons des sensibilités différentes. Il est vrai qu'en juillet le Parti communiste déclarait vouloir « faire réussir la gauche ». Pour nous, cette position n'était pas compréhensible tant la politique du gouvernement est éloignée de celle que nous proposons. Nous avons décidé d'un commun accord de ne pas faire de cette question, un débat clivant, de la vérifier à l'épreuve des faits. Je constate qu'en septembre, les positions sur ce point se rapprochent progressivement. ➔

Notre objectif est d'accéder au pouvoir. Je pense que le NPA n'a pas assez discuté de stratégie et trop occulté cette question du pouvoir...

MYRIAM MARTIN

Depuis 2008, ce qui nous structure collectivement c'est l'autonomie vis-à-vis du Parti socialiste : nous ne participons pas au gouvernement ; les parlementaires se sont abstenus de voter la confiance au gouvernement Ayrault. Les débats que nous avons ne sont pas nécessairement entre les forces politiques ; bien souvent ils traversent les partis eux-mêmes.

MYRIAM MARTIN. Moi non plus je ne formulerais pas la question en terme de recours. Je pense qu'il nous faut surtout rendre crédible le Front de gauche, porter un projet à gauche. L'accord stratégique entre nous porte sur le rapport au pouvoir. Notre objectif est d'accéder au pouvoir. Je pense que le NPA n'a pas assez discuté de stratégie et trop occulté cette question du pouvoir...

Selon chacun de vous, quelles sont les prochaines échéances du Front de gauche ?

MYRIAM MARTIN. Les élections Européennes et les municipales. Aujourd'hui s'ouvre une période sans scrutin électoral mais le Front de gauche continue de vivre, de se structurer. On va s'attacher à organiser les résistances.

IANN BROSSAT. La question européenne devient la question majeure à gauche. Elle matérialise une ligne de fracture au sein de la gauche sur la question de l'austérité. Il y a donc un enjeu considérable autour des élections européennes. Nous les préparons dès à présent en se battant contre le TSCG.

ÉRIC COQUEREL. Je pense que nous pouvons espérer être devant le Parti socialiste aux élections européennes de 2014. Le choix d'EELV de refuser le TSCG montre que les choses bougent et peuvent aller vite. Notre opposition au TSCG rassemble davantage la gauche dans sa diversité (la gauche du PS, EELV, l'autre gauche) que celle qui prône sa ratification. Il y a une majorité alternative à la politique gouvernementale. On pourra alors le prouver concrètement.

L'autre grande échéance, les municipales, sera plus compliquée mais évidemment importante. Les situations locales sont plus diverses. Elles dépendent de la taille des villes, du rapport de force à gauche. Il y a des collectivités dirigées par des socialistes qui ne font pas une politique sociale-libérale et bien sûr des villes dirigées par le Front de gauche. À cette heure, j'imagine que la ligne d'autonomie

du Front de gauche au premier tour sera dominante mais avec d'autres formules possibles. Nous devrons proposer un ensemble de mesures communes, tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle locale. Car si le FN est autonome vis-à-vis de la droite, le Front de gauche doit lui aussi se démarquer du PS et être extrêmement lisible dans sa stratégie et sa politique aux municipales.

MYRIAM MARTIN. Il est certain que la politique gouvernementale a et aura des répercussions sur les politiques locales. À Toulouse, la gestion socialiste de la ville n'est pas bonne. Dès aujourd'hui, nous devons débattre et définir notre position : il nous faut élaborer des listes autonomes et convaincre la direction du PC à Toulouse. Le débat doit débuter avec les discussions sur le programme.

IANN BROSSAT. Je suis d'accord. Il ne faut pas tarder à engager ces débats et ce travail pour préparer les échéances municipales. Je le dis d'autant plus volontiers qu'au Front de gauche, nous sommes habitués à nous battre ensemble sur des enjeux nationaux et assez peu sur des questions locales. Pour continuer à développer le Front de gauche et réussir aux élections municipales, il faut que nous soyons capables de franchir cette étape. À Paris, où je suis élu, les communistes ont toujours participé à des listes d'union, à une exception près, en 1989. Nous sommes actuellement partie prenante de la majorité, et nous avons permis des

le Front de gauche doit se démarquer du PS et être extrêmement lisible dans sa stratégie et sa politique aux municipales.

IANN BROSSAT

avancées importantes. En 2014, Paris atteindra les 20 % de logements sociaux. Cette avancée est le résultat de notre combat. Pour autant, je suis obligé de constater que les politiques d'austérité se font sentir ici aussi. Je pense par exemple à la question des personnels municipaux : la municipalité fait le choix de maintenir la masse salariale à son niveau actuel au moment où on multiplie le nombre d'équipements publics.

Le bon moyen de nous engager dans cette bataille, c'est de travailler à notre projet municipal. Il faut s'y mettre tout de suite.

Ces questions de contenu, comme par exemple le sujet très discuté de la métropolisation, doivent être arbitrées au sein du Front de gauche. Cela pose la question du fonctionnement du Front de gauche, celle de sa transparence, de la place des petites formations, ➔

des individus... Où en êtes-vous de vos réflexions ?

MYRIAM MARTIN. Le Front de gauche est d'ores et déjà plus qu'un cartel. Il doit être un mouvement politique, prendre des positions communes et non se contenter de présenter des candidats communs. Il faut assurer une expression commune du Front de gauche, lisible, audible et qui laisse la place aux diversités. Bien souvent, cela n'a pas de sens de coller tous nos badges les uns derrières les autres...

L'enjeu est de refaire militer tous ceux qui se sont engagés dans la campagne présidentielle. Cette ambition ne se résume pas à la seule question de l'adhésion directe. Mais il est vrai qu'aujourd'hui nous sommes incapables de répondre à cette attente de participation. Ce n'est pas simple d'inventer des solutions forcément hybrides. Mais d'autres le font comme le Bloco portugais organisé en deux : les partis et les adhérents directs. Il faut que nous envoyions un signal positif à tous ceux qui nous attendent.

IANN BROSSAT. L'essentiel, c'est que nous avons tous envie de continuer ensemble. Ce n'est pas rien. Rappelons-nous des débats que nous avions il y a encore quelques années. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'en 2008, le Front de gauche n'était pas une évidence. Les débats étaient serrés. Aujourd'hui, après les succès que nous avons engrangés, tout le monde a envie de continuer. Et pour cause : nous sommes la deuxième force politique à gauche.



Dans la majorité ou dans l'opposition ?

Il est normal qu'après trois ans et 3 épisodes électoraux, plutôt bien réussis, les militants du Front de gauche réfléchissent à structurer leur mouvement. La dynamique qu'ils ont connue pendant les présidentielles offre des perspectives qu'il leur faut concrétiser.

Nous avons un regard naturellement solidaire envers ce mouvement car nous sommes proches de nombreux militants du PC, du PG et des autres courants (évidence pour ceux qui viennent du NPA ou de la LCR). Tout simplement parce que nous militons ensemble au quotidien dans les syndicats ou dans les associations, que nous résistons ensemble aux attaques patronales ou gouvernementales depuis des années. Nous avons des liens fraternels.

Si nous scissions toutes les occasions pour agir ensemble, nous avons néanmoins des désaccords politiques importants qui expliquent que nous existions séparément. Au-delà des nombreuses revendications ou idéaux que nous partageons, nous sommes d'accord sur le fait que les salariés, la population ont besoin d'un outil politique pour défendre les intérêts de notre camp social. Mais avec

le Front de gauche, ce serait une force électorale, une force qui viserait à prendre le pouvoir par les élections et en attendant à influencer ou à pousser la gauche gouvernementale à mener une politique plus « de gauche ». Le Front de gauche se situe aujourd’hui, de façon critique, dans la majorité gouvernementale. Dans les régions et la plupart des départements, il participe aux majorités et aux exécutifs avec le PS. Le NPA se situe dans l’opposition et souhaite que se constitue une opposition de gauche à ce gouvernement. Par ailleurs, le Front de gauche est un cartel, dominé par le PC et Mélenchon, qui n’a pas le fonctionnement démocratique qui permettrait le dépassement de cette situation.

Pour nous, cet outil politique tant nécessaire pour les opprimés, c’est un parti effectivement large, unitaire, ouvert à l’ensemble des courants anticapitalistes, contestataire. Mais pour nous, et c’est fondamental, il s’agit d’un parti complètement indépendant du gouvernement, du Parti socialiste, un parti qui aspire au pouvoir mais pour le pouvoir collectif de la population, pas pour compter le nombre d’élus même si c’est important d’en avoir.

Nous luttons pour une autre démocratie, pour une démocratie directe

et non pas celle de la République actuelle. De la même manière, nous combattons pour une véritable république sociale contre cette république bourgeoise. Nous avons besoin d’une force politique qui organise, qui aide à construire les mobilisations et l’intervention directe des populations. Pour nous, le changement réel passe par les luttes et non par les élections.

Nos objectifs divergent, nous ne croyons pas à la révolution citoyenne, mais nous suivons de près l’expérience du Front de gauche et nous sommes même partie prenante d’un débat entre nous sur le type d’outil à construire, sur la nécessité de construire une opposition de gauche au gouvernement. Pour le moment, c’est clair, le FDG a su créer une dynamique essentiellement électorale. Mais la situation politique nouvelle, l’approfondissement de la crise, l’austérité qui fait des ravages, un gouvernement de gauche qui va continuer une politique libérale contre la population... Tout cela nous donne raison et remet d’actualité le besoin d’un parti pour les luttes, un parti qui s’oppose à l’austérité qu’elle vienne de droite ou de gauche, un parti qui permette réellement aux travailleurs, aux gens d’en bas de prendre leurs affaires en main.

← PHILIPPE POUTOU

J'entends bien que des débats de structure se font jour. Je constate cependant que sur le terrain les problèmes se règlent. Les assemblées citoyennes coexistent avec les partis politiques. Pour trouver des réponses, il faut laisser le champ libre aux expérimentations locales. Cela me paraît plus efficace qu'une tentative de solution nationale qui s'imposerait d'en haut.

ÉRIC COQUEREL. D'abord, il y a un bilan, et il est bon. Le Front de gauche, créé en 2008, a sorti l'« autre gauche » de son émettement. Nous sommes rassemblés et nous sommes la seconde force de la gauche. Nous nous sommes élargis à d'autres partis... Bref, nous avons de l'impact. Nous étions une alliance électorale, nous sommes devenus une démarche. Mais nous voulons devenir une force populaire, un Front du peuple. Nous sommes loin d'avoir fait le plein en terme d'adhésions parmi les gens qui se sont engagés à nos côtés. La question des adhésions directes se pose.

Mais l'important pour être populaire c'est d'être utile, de fixer des objectifs. Il faut créer les conditions pour que les gens aient envie de rejoindre le Front de gauche. À l'arrivée, il se peut que la majorité des adhérents soient des non-organisés (sic! NDLR) et vous verrez que la question des adhésions directes se réglera vite.

Je crois aussi beaucoup aux fronts thématiques qui allient élaboration et mobilisation. Le Parti de gauche propose

Nous étions une alliance électorale, nous sommes devenus une démarche. Mais nous voulons devenir une force populaire, un Front du peuple.

ÉRIC COQUEREL

d'ailleurs une convention nationale des fronts thématiques.

Enfin, pour répondre à la question insistant de « qui participe ? » : les représentants de toutes les forces politiques du Front de gauche se réunissent à la coordination nationale deux heures chaque lundi. Ça se travaille aussi au conseil national et dans les Fronts thématiques. C'est un début mais convenons de notre progression.

CHRISTOPHE AGUITON. Ce qui se passe en France se constate dans la plupart des pays développés où se regroupent des forces électoralles et militantes opposées au libéralisme. Partout, il y a une tendance à l'unification de ces forces. La difficulté tient toujours au passage d'un bloc électoral vers le parti organique qui réunit le tout.

Néanmoins, la stratégie organisationnelle ne saurait résoudre toutes les questions. Les partis constitués qui se

Politis
HORS-SÉRIE N°57

Politis

HORS-SÉRIE
NOVEMBRE
DÉCEMBRE 2012
www.politis.fr

Économie verte
**La nature
à vendre**



En vente dès le
jeudi 25 octobre
chez votre marchand de journaux

5€

Les partis du Front de gauche sont formés par l'expérience du xx^e siècle. Ils sont de ce fait souvent peu sensibles aux questions nouvelles... Die Linke vient de souffrir d'une usure rapide parce qu'il a tardé à mettre à jour ses idées et propositions.

CHRISTOPHE AGUITON

réunissent sont formés par l'expérience du xx^e siècle. Ils sont de ce fait souvent peu sensibles aux questions nouvelles comme celles de l'Internet, de la ville ou de la transformation profonde du travail. Die Linke vient de souffrir d'une usure rapide parce qu'il a tardé à mettre à jour ses idées et propositions. Pour prendre un exemple: des thèmes comme les nationalisations et la planification redeviennent d'actualité et sont portés par le Front de gauche. C'est tout à fait

pertinent quand on pense aux transports publics ou au secteur financier. Mais c'est plus discutable quand on pense à des activités souvent très innovantes, dans les secteurs de la connaissance ou de l'environnement, par exemple, où se développent des logiques de « biens communs » qui s'opposent à la propriété privée mais sans pour autant se reposer sur l'État, pris au sens large du terme. Pour élargir nos angles de vue, pour nous ouvrir à des militants qui portent ces nouvelles thématiques, nous avons besoin de moments constituants qui dépassent les cartels. Il nous faut donc réfléchir à une double transformation du Front de gauche, organisationnelle et politique.

JANN BROSSAT. Je voudrais répondre sur deux points. D'abord, la question de la place des partis politiques au sein du Front de gauche. L'existence de partis politiques organisés n'est pas un frein au développement du Front de gauche. Le Front de gauche va au-delà des partis politiques qu'il rassemble, c'est une réalité. Mais nous avons besoin de la force de frappe des partis rassemblés en son sein. Comment aurions-nous pu organiser la Bastille et ses répliques à Toulouse et à Marseille sans cette force-là ? L'atout du Front de gauche tient justement à notre capacité à unir des gens qui ont fait le choix de s'engager dans un parti politique et d'autres qui ne l'ont pas fait.

Deuxième remarque: j'entends bien l'idée selon laquelle nous serions englués dans des concepts datés, hérités du xx^e siècle. Il faut se garder de formules définitives. Il y a quelques années, parler de nationalisations et de service public était ringard. Vingt ans plus tard, Paris remunicipalise l'eau et l'idée paraît terriblement moderne.

ÉRIC COQUEREL. Je crois que la bonne façon d'aborder la question du dépassement des grands modèles de transformation qui ont échoué au xx^e siècle est d'abord de construire un programme de gouvernement, celui qu'on appliquera ensemble.

Je pense qu'un parti organique serait possible à terme. Mais ce n'est pas aujourd'hui le choix du PCF. Donc on n'a pas commencé par cette discussion. Sinon, on y serait encore... Et pour longtemps. Si nous n'allons sans doute pas faire un seul parti et que durablement nous aurons une forme fédérative rassemblant des partis, des associations comme ce fut le cas pendant le front populaire, il faut faire avancer ce qui peut l'être pour dépasser le cartel et devenir un mouvement de masse.

CHRISTOPHE AGUITON. Quand la première mondialisation, à la fin du xx^e siècle, s'est fracturée, les socialistes d'alors se sont reposé les questions doctrinales – comment faire face à cette nouvelle phase du capitalisme que beaucoup appelaient l'impérialisme – et les questions

d'organisation – comment construire des partis de masse. Leurs réponses furent très différentes de celles imaginées par Marx. D'une certaine façon, il faudra faire le même effort conceptuel en s'appuyant sur les expériences sociales réelles !

Il faudra bien sûr que le Front de gauche devienne un outil utile dans les mobilisations, mais les occasions comme celle du traité européen – où le mouvement social peut se retrouver avec des courants politiques, en situation de parfaite égalité – ne sont pas si courantes. Les prochaines échéances électorales, au printemps 2014, seront donc très importantes, les européennes comme les municipales. Les européennes seront évidemment plus simples et peuvent donner une visibilité nationale très forte au Front de gauche. Mais les élections municipales sont les plus importantes, avec la présidentielle, pour les Français et même dans un contexte où les réalités locales pèsent fortement ces élections peuvent être une formidable occasion d'ouvrir le Front de gauche à des militants associatifs et syndicaux et des centaines de milliers de citoyens. L'élaboration du programme et son adoption, tout comme l'établissement de la liste, peuvent être un exercice de démocratie décisif pour que le Front de gauche dépasse son état de cartel pour devenir un mouvement militant de masse !

← UNE TABLE RONDE ANIMÉE

PAR PIERRE JACQUEMAIN

ET CATHERINE TRICOT



Photo : Kappazeta

Des mineurs Roms entre rue et refuge

L'association Hors la rue s'adresse aux mineurs étrangers en danger. Rien n'est épargné aux jeunes Roms qui ont déjà une vie d'adulte. Ils retrouvent dans cet espace conçu pour eux une part d'enfance.

Is bavardent en grillant une cigarette devant la porte d'entrée. C'est le matin, le cours de Français va bientôt commencer. Les mineurs Roms accueillis à l'association Hors La Rue, implantée à Montreuil-sous-Bois (93), vivent dans des bidonvilles – des cabanes faites de bois et de bâches, sans eau ni électricité, sans tout-à-l'égout ni ramassage des ordures. Dispersion dans toute la région parisienne, ils bougent sans cesse, changeant de campement au gré des expulsions. L'errance, la manche, le vol aux distributeurs ou aux terrasses, la prostitution font partie de la vie de ces jeunes âgés de 10 à 18 ans. Sans compter des séjours toujours plus longs à la prison de Fleury-Mérogis : « *Un gamin de 13 ans a pris 4 mois ferme pour vol de portable* », raconte le directeur, Jean-Philippe Legaut. « *À part quelques-uns qui sont vraiment en situation d'exploitation, la majorité de notre public participe à l'économie*

familiale. S'ils pratiquent la mendicité, c'est pour survivre. »

Ce sont aussi des adolescents qui, dans le temps qu'ils parviennent à arracher au quotidien, aiment flirter, acheter des fringues, jouer au billard... L'école ? L'instabilité géographique est un premier obstacle à leur scolarisation. Les exigences administratives, comme celle d'un carnet de vaccination à jour ou d'une attestation de domiciliation que les mairies refusent de fournir, en sont d'autres. Et puis, faute de maîtriser les codes institutionnels, souvent les familles n'y songent même pas. L'association voudrait être un tremplin. Difficile. « *On les accompagne, mais vers quoi ?* », soupire Jean-Philippe Legaut. Non seulement la liste des métiers auxquels ils ont accès est restreinte, mais les employeurs doivent s'acquitter d'une taxe obligatoire – 1 000 euros environ pour un CDI. Enfin, un délai de 3 à 4 mois peut s'écouler entre la promesse d'embauche et l'autorisation accordée

par la Direction départementale du travail. De fait, Hors la rue est donc d'abord un refuge. Ici, les mineurs sont libres d'aller et venir. Et de participer aux activités : visites de musée, sorties au cinéma, parties de football...

Ce matin-là, l'attention baisse avec l'heure qui tourne. La bénévole qui anime le cours de Français trouve des astuces pour motiver le groupe de plus

en plus dissipé. Nommer les couverts et verre, tasse et assiette, ouvrir et fermer la fenêtre, mettre et retirer un pull. « *Que suis-je en train de faire ?* » L'un d'eux : « *Un strip-tease !* » Il pouffe, tout content de sa blague de potache.

← MARION ROUSSET

Hors la rue, 87 bis/ter rue de Paris 93100
Montreuil – 0141581465

Le parcours chaotique de trois adolescents

Carine Estager, éducatrice à Hors la rue, raconte.

MIHAI, INCARCÉRÉ À 12 ANS

« Mihai a été incarcéré à deux reprises. Il vole des téléphones portables aux terrasses des cafés. La première fois, il n'avait que 12 ans, mais l'administration ne s'en est pas rendu compte tout de suite car il n'avait pas de carte d'identité. La deuxième, ils ont dû le libérer de manière anticipée quand ils ont compris qu'il avait moins de 13 ans au moment des faits. Il a passé plusieurs mois à Fleury-Mérogis, au Centre des jeunes détenus. Les filles, elles, sont envoyées à la Maison d'arrêt des femmes, elles partagent le même espace que les adultes. Quand je suis allée lui rendre visite à Mihai, il avait tout le corps mangé par des punaises de lit. Placé en foyer à sa sortie, il a fugué, sans doute

est-il parti en Espagne, peut-être pour se faire oublier. Il est rentré la semaine dernière. Depuis, il vient presque tous les jours à l'association. Mais il n'arrive pas à se projeter. »

IOAN, EN QUÊTE DE PROTECTION

« Ioan est un jeune en situation d'exploitation – au moins familiale –, qui a demandé à plusieurs reprises protection auprès de l'association. Mais les ordonnances de placement provisoire par l'Aide sociale à l'enfance de Paris ont échoué car il recroisait régulièrement les membres de sa famille qui exerçaient des pressions sur lui pour qu'il revienne. Déféré, il a expliqué lors de son dernier jugement qu'il souhaitait arrêter de voler. Fait rarissime, le



Photo : Papyraceous

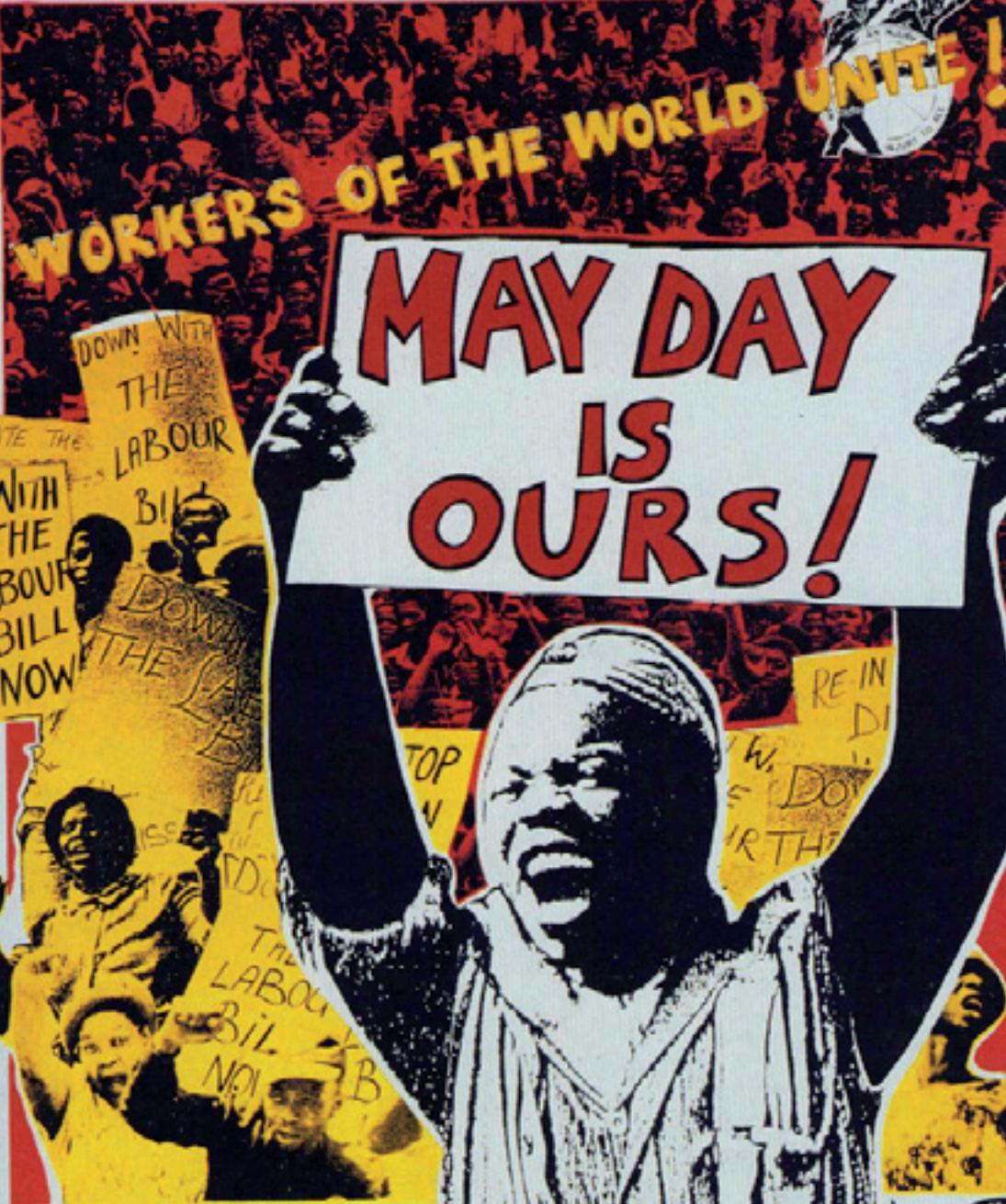
procureur a demandé son placement plutôt qu'une peine de prison. Au foyer d'accueil d'urgence, la plupart étaient en mode caïd, lui en mode victime. Ses relations avec les autres étaient si mauvaises qu'il a fugué à plusieurs reprises. Il a fini par retourner sur le terrain. Aux dernières nouvelles, il serait rentré en Roumanie. »

MARIA, RENVOYÉE EN ROUMANIE

« Maria était une jeune fille qui venait de manière épisodique. Quand elle faisait des gardes à vue ou passait la nuit dehors, elle arrivait de bonne heure. Elle voulait aller à l'école, sa famille

était partante. Nous avions pris un rendez-vous au Centre d'information et d'orientation (CIO) pour qu'elle passe les tests obligatoires afin de vérifier son niveau d'études, mais le terrain qu'elle occupait a brûlé à la suite d'un incendie. Elle avait à peine douze ans, ça a brisé tous ses espoirs. Renvoyées en Roumanie dans le cadre d'un dispositif d'aide au retour, les familles sont revenues en France quelque temps plus tard, mais elles se sont installées dans un autre département. Maria, qui habite désormais un village d'insertion, est ancrée dans l'errance et la délinquance. Ses parents sont dépassés. »

← PROPOS REÇUEILLIS MARION ROUSSET



COSATU LIVING
WAGE CAMPAIGN



Le Cosatu dans le piège du pouvoir

Le Congrès des syndicats sud-africain (Cosatu) s'est tenu en septembre. Pour l'ANC, ce sera en décembre. Ces organisations conservent leur leadership. Mais les morts de Marikana posent la question du lien distendu avec le peuple.

Une attaque contre un est une attaque contre tous. » Le Cosatu peut-il encore assumer le slogan gravé dans la roue de son logo ? La réponse donnée par les dirigeants de la centrale syndicale, tous reconduits à l'issue du 11^e Congrès qui s'est tenu du 17 au 20 septembre à Johannesburg, est oui. « Chaque semaine, dans chaque lieu de travail, il y aura un responsable syndical pour s'adresser aux travailleurs et les écouter », a ainsi assuré Sidumo Dlamini, le président du syndicat, dans son discours de clôture le 20 septembre. Avant de promettre : « Camarades, nous continuerons de maintenir le lien entre les luttes sociales et le combat politique. »⁽¹⁾

Un lien gravé dans le marbre depuis 1990, année où le Congrès national africain (ANC – le plus ancien parti politique africain, centenaire depuis janvier dernier), le Parti communiste sud-africain (SACP) et le Cosatu se sont

coalisés au sein d'une « alliance tripartite » toujours en vigueur.

Ce ton résolument volontariste ne peut cependant gommer la tension dans laquelle s'est déroulé ce rendez-vous. Une tension héritée de la situation sociale explosive depuis des semaines dans le bassin minier de Rustenburg, au Nord-Ouest du pays. Et de l'importante polémique qui en découle, clivant militants et dirigeants au sein de l'organisation : le Cosatu accorde-t-il trop d'importance aux jeux de pouvoirs et à la stratégie politique, au détriment de son engagement auprès des travailleurs ?

TENSIONS MEURTRIÈRES

Entre le 10 août et le 18 septembre, 46 personnes ont trouvé la mort dans le conflit social opposant les travailleurs de la mine de Marikana et la direction de ➔

(1) : « Closing remarks by Cosatu President at the 11th Cosatu National Congress », consultable (en anglais) sur www.cosatu.org.za.

« Le COSATU (...) ne s'est pas risqué à forger des liens avec des mouvements sociaux hostiles à l'ANC. »

Lonmin, société propriétaire de la mine, l'une des principales extractrices mondiales de platine, cotée en bourse à Londres. À l'origine, une grève pour exiger l'amélioration des conditions de sécurité et une revalorisation salariale. Les premiers affrontements entre le 10 et le 12 août, ont opposé des travailleurs de l'Union nationale des mineurs (NUM) à leurs collègues du syndicat de l'Association des mineurs et de la construction (AMCU), et ont coûté la vie à dix personnes dont six mineurs.

Créée en 1982, la NUM est affiliée au Cosatu (né en décembre 1985) dont elle est la plus importante des 21 fédérations professionnelles. L'AMCU, elle, est une scission de la NUM, formée en 1998. Considérée comme plus « gauchiste » et radicale, l'AMCU rassemble surtout des travailleurs sans statut, intérimaires, ultra-précaires.

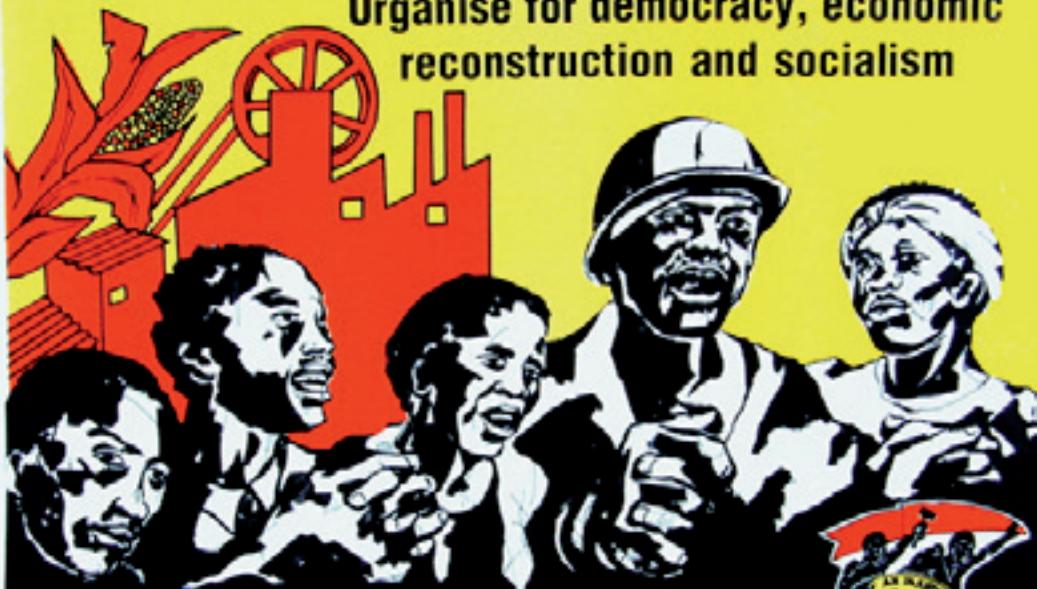
Ces tensions meurtrières entre les deux organisations ont cependant semblé être remises par l'intervention, le jeudi

16 août, de la police sud-africaine qui a ouvert le feu sur les manifestants : 34 morts de plus et 78 blessés, tous mineurs. Une « tuerie sanglante » condamnée par l'Organisation internationale de l'énergie et des mines (OIEM – à laquelle est affiliée la NUM) qui a considéré que « *la réponse est de traduire en justice la police, la compagnie et ceux au gouvernement qui ont permis que ce massacre ait lieu* ». Sauf que le jour même, Frans Baleni, secrétaire général de la NUM estimait sur les ondes d'une radio sud-africaine que « *la police était patiente, mais ces gens étaient extrêmement armés avec des armes dangereuses* », renvoyant ainsi dos à dos les syndicalistes de l'AMCU (les « gens extrêmement armés ») et les forces de police. Des propos problématiques pour un leader syndical et qui créditent l'analyse selon laquelle le Cosatu se situe résolument du côté du pouvoir en place, exercé depuis 1994 par l'ANC.

CONFUSION DES GENRES

Alors, le Cosatu, organe syndical bureaucratique pieds et poings liés à une ANC défendant les intérêts du capital et du patronat ? Défendue et argumentée dans certains réseaux⁽²⁾, cette vision néglige le fait qu'au sein même des organisations, le débat fait rage. Au sommet, puisque le président Sidumo Dlamani est un fervent soutien de Jacob Zuma tandis que son secrétaire général Zwelinzima Vavi en est, lui, un opposant déclaré. Mais aussi à la base où s'affrontent une aile gauche

Organise for democracy, economic
reconstruction and socialism



COSATU

4th National Congress
Nasrec Johannesburg
24 - 27 July



qui considère qu'« obsédés par les querelles internes de l'ANC, les dirigeants [du] Cosatu [ont] oublié la protection des travailleurs », et une mouvance plus techno estimant que « l'influence des syndicats est mieux assurée si ceux-ci font partie de l'Alliance au pouvoir »⁽³⁾.

Si le débat n'est pas tout neuf, il s'inscrit en Afrique du Sud dans une histoire particulière. L'alliance tripartite s'est nouée dans les derniers temps de l'apartheid. Il s'agissait alors pour ces organisations de poursuivre ensemble une stratégie de « révolution démocratique nationale ». Dès lors, « le robuste "syndicalisme de transformation sociale" du Cosatu s'est graduellement transformé en une forme plus restreinte de "syndicalisme

politique" encadré par le parti. Le Cosatu a maintenu son autonomie et a continué à contester certaines politiques de travail, mais ne s'est pas risqué à forger des liens avec des mouvements sociaux hostiles à l'ANC. Elle n'a eu, en outre, que peu d'influence sur les politiques de l'ANC ».⁽⁴⁾

Or la politique économique de l'ANC depuis son accession au pouvoir est ➔

(2) : Lire « L'Afrique du Sud après le massacre de Marikana » 6 septembre 2012, sur www.wsws.org

(3) : Lire « Afrique du Sud : le syndicat Cosatu en pleine tourmente », 18/09/12, sur www.rfi.fr

(4) : « Étreinte persistante : la Cosatu et l'Alliance tripartite durant l'ère Zuma », Devan Pillay dans *Travail, capital et société* 44: 2 (2011)



COSATU Third National Congress

EDUCATE CONSOLIDATE ADVANCE TO VICTORY



**12 - 16 July 1989
NASREC, Johannesburg**

conservatrice et libérale. Certes, l'actuel président sud-africain est un peu plus favorable à l'intervention de l'État que ne l'était son prédécesseur Thabo Mbeki mais la nuance est mince.

Si cette contradiction – entre la défense des intérêts des travailleurs et la mise en œuvre d'une politique libérale – provoque des tensions récurrentes au sein de la triple alliance, cette dernière a survécu. Problème: cela s'est fait non pas au prix d'un virage à gauche de l'action politique de l'ANC mais à celui d'un renoncement du Cosatu à une certaine radicalité syndicale. Il est vrai qu'au sein de l'alliance, du côté des cadres, on sait établir de solides passerelles entre les appareils. Ainsi le 14 juillet dernier, lors de son Congrès, le SACP a élu comme chairman le président de la NUM. Senzeni Zokwana, c'est son nom, se trouve désormais à la tête du plus gros syndicat du Cosatu et de l'un des piliers politiques de la triple alliance. Cyril Ramaphosa est emblématique de cette confusion des genres dévastatrice. Ce militant historique de la lutte anti-apartheid a aussi été le secrétaire général de la NUM et à ce titre a mené d'importantes grèves dans les mines dans les années 1980. À la fin des années 1990, bénéficiant du Black Economic Empowerment, une mesure prise pour favoriser l'entrée de noirs dans le capital des entreprises, il a pris du galon. Aujourd'hui propriétaire des franchises Mac Donald's dans tout le pays, il est aussi membre du

La politique économique de l'ANC depuis son accession au pouvoir en 1994 est conservatrice et libérale.

Conseil d'administration de Lonmin. Un parcours entre action politique, syndicale et business qui à lui seul résume la lente dérive de nombreuses personnalités politiques sud-africaine ces dernières années.

Une dérive de moins en moins acceptée par la base qui n'a pas fini de se révolter. Si la séquence Marikana s'est achevée, mardi 18 septembre, par la signature d'un accord entre les syndicats et la direction de Lonmin prévoyant entre 11 et 22 % d'augmentation de salaire, les mouvements sociaux continuent de se propager dans le bassin minier autour de Johannesburg.

Cette situation sociale tendue devrait conduire Jacob Zuma à prêter plus d'attention aux ailes gauches de sa formation et de la centrale syndicale dans les semaines à venir. L'actuel président du pays jouera en effet le renouvellement de son mandat lors du Congrès de l'ANC du 16 au 20 décembre prochain.

← EMMANUEL RIONDE



L'information locale à portée de main



Pour iPhone
Disponible aussi
pour Android



L'application **Gennevilliers**
sur votre smartphone.

VILLE DE
Gennevilliers